

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331 cedex
31776 COLOMIERS

COLOMIERS, le 24/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

BOUYER-LEROUX STRUCTURE (ex IMERYS TC)

L'Etablère
49280 La Séguinière

Références : 0420_230525
Code AIOT : 0006802385

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2023 dans l'établissement BOUYER-LEROUX STRUCTURE (ex IMERYS TC implanté 35 route d'Auch BP 333 31770 Colomiers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOUYER-LEROUX STRUCTURE (ex IMERYS TC)
- 35 route d'Auch BP 333 31770 Colomiers
- Code AIOT : 0006802385
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BOUYER-LEROUX exploite une briqueterie sur le territoire de la commune de COLOMIERS, commune du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération toulousaine. Le site relève de la directive sur les émissions industrielles et fait partie du système d'échanges de quotas d'émission de gaz à effet de serre.

L'actuel arrêté préfectoral (15 mai 2009) reflète une situation projetée d'un dossier de modification qui n'a pas été réalisée. Notamment, les lignes de fabrication COL 37 et le bâtiment associé n'ont pas été mis en place. Ainsi, tous les équipements annexes liés à cette unité n'ont pas été mis en place (pas d'installation de nettoyage avec solvant non plus).

L'unité rénovée COL 334 n'a finalement pas été réalisée.

A ce jour, l'unité COL 34 a été maintenue et améliorée.

Il en résulte que le tableau des points de rejets atmosphériques du site doit être actualisé. Un dossier de porter à connaissance a été établi en 2020 et propose une version actualisée de ce tableau. Toutefois, les échanges en salle le jour de l'inspection montrent que cette version doit être affinée par l'exploitant. La nouvelle version sera actée lors d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire.

L'actuelle version du tableau permet néanmoins de pouvoir contrôler le respect des valeurs limites pour les polluants émis à l'atmosphère.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets atmosphériques. La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à vérifier le contrôle des rejets atmosphériques des installations classées par le contrôle de la captation des effluents, la gestion des installations de traitement des fumées, la réalisation des contrôles réglementaires et le respect des valeurs limites d'émission

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Emissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 3.2.4.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Emissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 3.2.4.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Emissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 9.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Emissions de polluants	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Surveillance des émissions de gaz à effet de serre	Règlement européen du 19/12/2018, article 12-2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Emissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 3.2.3	/	Sans objet
4	Emissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 3.2.5.	/	Sans objet
5	Emissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58 – III	/	Sans objet
9	Efficacité énergétique	Code de l'environnement du 12/06/2009, article R. 224-36	/	Sans objet
10	Registre MCP	Code de l'environnement du 20/12/2018, article R. 515-114	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté :

- 2 prescriptions inadaptées en lien avec l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 mai 2009
- 3 faits conformes en lien avec l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et le code de l'environnement
- 5 faits non conformes en lien avec l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 15 mai 2009, de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 (registre de déclaration des émissions polluantes), de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 (opposable à l'installation de combustion du site) ainsi qu'au règlement européen relatif à la surveillance et à la déclaration des

émissions de gaz à effet de serre. Quatre de ces faits conduisent l'inspection des installations classées à proposer de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions associées

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La prescription liste, par numéro de conduit, les installations raccordées et les débits nominaux, exprimés dans les conditions normalisées de température et de pression après déduction de l'humidité.
Constats : Comme explicité précédemment, la prescription sera à actualiser lors d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire, après transmission du tableau des points de rejets par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 3.2.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites en concentration
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La prescription fixe, par numéro de conduit, les valeurs limites en concentration pour différents polluants, valeurs exprimées dans les conditions normalisées de température et de pression après déduction de l'humidité, et à une teneur en oxygène fixée (18 % pour le four, 3 % pour les chaudières)
Constats : La consultation des rapports de 2018, 2021 et 2022 montre que les conditions de référence sont respectées. Concernant le four, des dépassements récurrents sont à signaler sur les paramètres CO, COVNM et formaldéhyde (mesures 2021 et 2022), sans que l'inspection des installations classées en soit informée, sans aucun commentaire sur les causes de ces dépassements, sans aucune action corrective mise en œuvre (Cf constats suivants). Il est donc proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter les valeurs limites réglementaires des polluants émis par son four.
Observations : Pour la chaudière fonctionnant au gaz naturel, il n'y a plus lieu de garder des valeurs limites sur les paramètres SO ₂ et poussières (harmonisation avec l'arrêté ministériel de prescriptions générales pour cette installation de combustion). Toutefois, un prochain arrêté préfectoral complémentaire doit être l'opportunité pour fixer une valeur limite en monoxyde de carbone (même raison), réglementaire opposable à partir de 2025. La concentration limite en formaldéhyde est à rectifier, au vu du classement cancérogène et mutagène de ce composé depuis 2014 . C'est la valeur maximale de 2 mg/Nm ³ qui est réglementairement opposable.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 3.2.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs cibles en concentration
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] En cas de dépassement des valeurs cibles (uniquement pour le four), l'exploitant met en place un plan d'actions, afin d'apporter les corrections nécessaires au respect des valeurs limites et retourner à une situation stabilisée des émissions.</p> <p>Les résultats de ce plan d'actions sont portés à la connaissance de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>NB : les valeurs cibles sont au plus égales aux valeurs limites d'émission.</p> <p>Concernant le four, des dépassements récurrents sont à signaler sur les paramètres CO, COVNM et formaldéhyde (mesures 2021 et 2022), sans que l'exploitant puisse justifier de la mise en place d'un plan d'action pour apporter les corrections nécessaires.</p> <p>Il est donc proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription associée à ce constat.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 3.2.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites flux polluants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La prescription fixe, par polluant, une valeur limite de flux horaire (regroupant four et séchoir)</p>
<p>Constats : Cette prescription est à actualiser, étant donné que certaines installations n'ont pas été réalisées et que la valeur réglementaire en concentration pour le formaldéhyde est au plus de 2 mg/Nm³. Ainsi, le flux horaire maximal autorisé pour ce polluant doit être ajusté en accord avec cette valeur.</p> <p>Pour mémoire, si la nouvelle valeur des flux limite excède les seuils de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (Cf son article 59), une mesure en permanence du débit sera à réaliser.</p> <p>L'inspection des installations classées note que la valeur limite de l'arrêté préfectoral en flux horaire en formaldéhyde n'est pas respecté, et ce, de manière récurrente (mesures 2021 et 2022). Il n'est pas proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription associée à ce constat, au vu de son caractère inadapté.</p> <p>Un retour à la conformité de la concentration en formaldéhyde émise devrait conduire à un retour en conformité sur le flux horaire, flux dont la valeur limite doit être actée lors d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58 – III
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions par organisme agréé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité Français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).</p>
<p>Constats : La consultation des rapports 2021 et 2022 montre le respect de la fréquence de contrôle par organisme agréé pour le four.</p> <p>L'inspection des installations classées s'est attachée à vérifier que l'organisme était bien agréé pour le prélèvement et l'analyse (en l'occurrence, un organisme pour le prélèvement et un laboratoire pour les analyses) pour chaque polluant concerné, que les conditions de fonctionnement de l'installation étaient bien précisées sur chaque rapport, que les blanc de prélèvement étaient conformes et donc que les résultats des contrôle étaient bien exploitables.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 9.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Programme d'autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées [...]</p>
<p>Constats : Comme précisé précédemment, des dépassements récurrents pour le four sont à signaler sur les paramètres CO, COVNM et formaldéhyde (mesures 2021 et 2022), sans que l'inspection des installations classées en soit informée, sans aucun commentaire sur les causes de ces dépassements, sans aucune action corrective mise en œuvre.</p> <p>Il est donc proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de la prescription contrôlée.</p> <p>Un arrêté préfectoral complémentaire doit être l'occasion d'imposer la fréquence de transmission des résultats de surveillance à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Emissions de polluants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration au registre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées [...] les émissions chroniques et accidentelles [...] dans l'air [...] de tout polluant indiqué à l'annexe II dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe [...]
Constats : NB : le seuil pour les COVNM dans l'air est de 30 T à l'année La consultation des données exploitant le jour de l'inspection montre le dépassement du seuil des COVNM pour les années 2019, 2021 et 2022. L'exploitant n'a pas réalisé la déclaration des émissions de COVNM sur ces années. Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription associée à ce constat (pour l'année 2022).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de l'efficacité énergétique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement [de puissance nominale supérieure à 1 MW, hors chaudière de récupération] fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation d'un contrôle d'efficacité énergétique sur sa chaudière. Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription associée à ce constat.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/06/2009, article R. 224-36
Thème(s) : Risques chroniques, Rendement de la chaudière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsque la chaudière contrôlée n'est pas conforme [...], l'exploitant [...] est tenu de prendre les mesures nécessaires pour y remédier dans un délai de 3 mois à compter de la réception du rapport de contrôle.
Constats : En l'absence de contrôle d'efficacité énergétique, il n'a pas été possible de vérifier la conformité du rendement de la chaudière. La prescription sert ici de rappel à l'exploitant, dans le cas où le rendement de sa chaudière ne serait pas conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/12/2018, article R. 515-114
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration au registre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La prescription impose la communication d'informations précises au plus tard le 31 décembre 2028 pour les installations de puissance inférieure à 5MW mises en service avant le 20 décembre 2018
Constats : Le point de contrôle sert ici de rappel de l'échéance. L'exploitant peut dès maintenant réaliser cette déclaration. A ce jour, l'exploitant est en conformité vis-à-vis de l'échéance de déclaration.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Surveillance des émissions de gaz à effet de serre

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 12-2
Thème(s) : Risques chroniques, Procédures du plan de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Si l'annexe I (contenu minimal du plan de surveillance) fait référence à une procédure, un exploitant met en oeuvre [...] cette procédure</p> <p>Constats : Selon le plan de surveillance de l'exploitant, le PCI des sciures est déterminé selon des abaques ADEME de 2017, le PCI du marc de café est déterminé selon les données d'achat (fiche technique fournisseur), le PCI des grignons d'olive est déterminé selon les données d'achat (fiche technique fournisseur).</p> <p>Le marc de café n'est plus employé sur le site depuis fin 2021. Le plan de surveillance des émissions est à mettre à jour sur ce point si l'exploitant ne prévoit plus ce type d'utilisation.</p> <p>Par ailleurs, la procédure exploitant relative aux émissions de CO2 et niveaux d'activité précise que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • (pour les sciures) le laboratoire du site effectue au moins 1 analyse d'humidité par mois sur les livraisons de biomasse afin de déterminer leur PCI selon la formule de conversion masse / énergie de l'ADEME, moyennée sur l'année • (pour les biomasses à humidité constante, telles les grignons d'olive) : les fiches fournisseurs indiquent le PCI en kWh/tonnes. En l'absence de fiche produit, le laboratoire du site effectue une mesure du PCI sec, puis au moins 1 analyse d'humidité par mois sur les livraisons afin de déterminer l'énergie PCI annuelle en calculant sur l'année la masse sèche de biomasse en fonction de l'humidité moyenne. <p>Les abaques ADEME se résument en pratique en une formule de calcul du PCI en fonction de l'humidité du combustible.</p> <p>En salle, l'exploitant a déclaré se baser sur des analyses PCI de 2020 pour la donnée PCI des grignons d'olive (moyenne de 2 analyses). C'est bien cette valeur de PCI qui est retenue dans la déclaration des émissions de l'année 2022.</p> <p>L'inspection des installations classées note toutefois que la procédure citée supra n'est pas respectée : il existe une fiche fournisseur de 2020 (les données non contractuelles ne semblent pas exploitables) et aucune analyse n'a été réalisée sur les livraisons 2022. Pour les sciures, par sondage, il apparaît que l'exploitant a bien réalisé une analyse d'humidité par livraison sur 2022.</p> <p>La procédure associée est donc à mettre à jour.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet